

Bien que nos vues se rejoignent en plusieurs points, vous comprendrez que l'optique canadienne concernant les relations atlantiques n'est manifestement pas toujours la même que l'optique américaine, notamment en ce qui concerne la Conférence sur la sécurité en Europe, le développement des relations avec la Communauté élargie et les politiques commerciales et monétaires.

On accuse souvent le Canada d'être, entre autres choses, un pays réservé. Bien qu'il puisse y avoir une part de vérité dans cette accusation, je crois qu'elle devient exagérée lorsqu'on en fait l'élément dominant du caractère national. Toutefois, nous ne pouvons nous permettre de récher par timidité pas plus que par outrecuidance sur le plan international. Nous croyons fermement que notre position sur ces questions, qui ont des répercussions vitales sur les intérêts actuels et futurs du Canada, devrait être bien comprise de tous plutôt qu'oubliée faute d'avoir été entendue. J'aurai l'occasion de discuter ces questions de façon plus détaillée avec M. Kissinger et Christopher Soames dans un avenir très rapproché.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs, on a tendance à affirmer que j'exprime "l'opinion canadienne" lorsque je traite de questions qui revêtent une importance considérable pour nous tous. Il va de soi que cette affirmation est souvent à la fois prétentieuse et inexacte. Je le vrais plutôt exprimer "l'opinion du gouvernement du Canada". Comme tous le savent ici, les opinions exprimées par le gouvernement ne sont pas toujours partagées unanimement par tous les Canadiens. Les journaux, notamment, semblent avoir leur propre point de vue. Même si, comme vous avez pu le constater au cours des années, le gouvernement ne louange pas toujours ce rôle de la presse comme il le devrait, il n'en reconnaît pas moins l'utilité des journalistes.

Je crois que nous devrions faire nôtre ces remarques de Thomas Jefferson:

"Le fondement de nos gouvernements étant l'opinion du peuple, nous devrions d'abord nous efforcer de maintenir le droit à cette opinion et si j'avais à choisir entre un gouvernement sans presse et une presse sans gouvernement, je n'hésiterais pas un seul instant à opter pour la dernière de ces deux possibilités".